

Accès au microcrédit et performance des jeunes du secteur informel à Kisangani : cas des tenanciers des shops M-Pesa, Airtel Money et Orange Money

Access to Microcredit and the Performance of Young People in the Informal Sector in Kisangani: The Case of M-Pesa, Airtel Money, and Orange Money Shop Operators.

Auteur 1 : Bela Egwasa Célestin,

Auteur 2 : Mabangi Lubingi Jonas,

Auteur 3 : Alayabo Kamango Christian,

Bela Egwasa Célestin, PhD, Faculté des Sciences Sociales, Administrative et Politique, Université de Kisangani, RD Congo.

Mabangi Lubingi Jonas, MA, Faculté des Sciences Sociales, Administrative et Politique, Université de Kisangani, RD Congo.

Alayabo Kamango Christian, Licencié, Faculté des Sciences Sociales, Administrative et Politique, Université de Kisangani, RD Congo.

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : Bela Egwasa Célestin , Mabangi Lubingi Jonas & Alayabo Kamango Christian (2026) « Accès au microcrédit et performance des jeunes du secteur informel à Kisangani : cas des tenanciers des shops M-Pesa, Airtel Money et Orange Money », African Scientific Journal « Volume 03, Num 36 » pp: 1205 – 1216.



DOI : 10.5281/zenodo.20613209
Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

Cette étude examine l'accès au microcrédit et ses effets sur la performance des jeunes du secteur informel à Kisangani, en particulier les tenanciers des shops M-Pesa, Airtel Money et Orange Money. Elle adopte une approche descriptive et analytique fondée sur l'observation, la recherche documentaire et l'entretien. L'étude a porté sur un échantillon de 40 tenanciers sélectionnés de manière occasionnelle. Les résultats montrent que l'accès au microcrédit demeure limité en raison de la faiblesse des revenus, de l'insuffisance des garanties, du manque de confiance des institutions financières et du niveau réduit de culture bancaire. Ces contraintes fragilisent le fonds de roulement, réduisent la capacité de réponse aux besoins de la clientèle et freinent la croissance des activités. La principale conclusion est que l'amélioration de l'accès au microcrédit suppose des mécanismes de financement mieux adaptés aux réalités du secteur informel, ainsi qu'un accompagnement financier plus souple et plus inclusif.

Mots-clés : *microcrédit, secteur informel, inclusion financière, jeunes entrepreneurs, Kisangani.*

Abstract

This study examines access to microcredit and its impact on the performance of young people in the informal sector in Kisangani, particularly operators of M-Pesa, Airtel Money and Orange Money shops. It adopts a descriptive and analytical approach based on observation, desk research and interviews. The study focused on a sample of 40 operators selected through convenience sampling. The results show that access to microcredit remains limited due to low incomes, insufficient collateral, a lack of trust from financial institutions and a low level of financial literacy. These constraints weaken working capital, reduce the ability to meet customer needs and hinder business growth. The main conclusion is that improving access to microcredit requires financing mechanisms better suited to the realities of the informal sector, as well as more flexible and inclusive financial support.

Keywords: *microcredit, informal sector, financial inclusion, young entrepreneurs, Kisangani.*

1. Introduction

Le secteur informel constitue une composante structurante des économies africaines, en particulier dans les contextes urbains où il absorbe une part importante de la main-d'œuvre et assure la survie économique de nombreux ménages (United Nations Development Programme, 2025 ; World Bank, 2014). En République démocratique du Congo, cette réalité est particulièrement visible dans des villes comme Kisangani, où de nombreux jeunes investissent de petites activités de services et de commerce pour se créer un revenu et stabiliser leur situation sociale (Fonds monétaire international, 2015 ; Lioto, 2021 ; Makabu et al., 2007 ; Nkongolo, 2020). Parmi ces activités, les shops M-Pesa, Airtel Money et Orange Money occupent une place croissante, en tant qu'unités de transaction financière de proximité insérées dans le tissu urbain.

Cependant, la viabilité de ces activités dépend fortement de l'accès aux ressources financières. Or, les opérateurs du secteur informel se heurtent fréquemment à des difficultés d'obtention de crédit auprès des institutions bancaires et, plus largement, des dispositifs formels de financement (Kakule, 2013 ; World Bank, 2014). Les montants sollicités sont souvent faibles, mais les banques les jugent peu rentables et les associent à un niveau de risque élevé en raison de l'insuffisance des garanties et de la faiblesse des revenus (Aryeetey, 2005 ; World Bank, 2014). Cette difficulté d'accès au crédit limite la capacité des tenanciers à renforcer leur fonds de roulement, à répondre efficacement aux demandes de la clientèle et à soutenir la croissance de leurs activités.

Le microcrédit désigne des prêts de faible montant accordés à des personnes exclues du système bancaire classique, en vue de soutenir des activités génératrices de revenus (Aryeetey, 2005 ; World Bank, 2000). Dans la présente étude, le microcrédit est envisagé comme un levier potentiel de consolidation des activités commerciales de petite taille, à condition que les emprunteurs disposent d'une base minimale de viabilité économique. Toutefois, la littérature montre que les effets du microcrédit ne sont pas uniformément positifs selon les contextes, certaines personnes améliorant leur activité, tandis que d'autres s'endettent davantage, les effets les plus favorables apparaissant surtout lorsque les emprunteurs disposent de projets viables et de compétences de gestion suffisantes (Department for International Development, 2009 ; Cook et al., 2014).

Dans ce contexte, la présente étude interroge les difficultés d'accès au microcrédit auxquelles sont confrontés les jeunes du secteur informel opérant dans les shops M-Pesa, Airtel Money et Orange Money à Kisangani. Elle vise à identifier les facteurs qui freinent l'accès au financement et à analyser les conséquences de cette exclusion financière sur la performance des activités étudiées. Plus spécifiquement, l'étude poursuit les objectifs suivants : (i) identifier les principaux obstacles à l'accès au microcrédit ; (ii) analyser les effets de l'absence de financement sur le fonctionnement des shops ;

(iii) apprécier la place du microcrédit dans l'amélioration de la performance des jeunes opérateurs du secteur informel ; et (iv) proposer des pistes d'amélioration adaptées aux réalités locales. L'étude vise ainsi à comprendre les obstacles d'accès au financement, à analyser la réticence des banques et à identifier les effets de cette exclusion financière sur la performance des shops étudiés.

Sur le plan théorique, cette étude s'inscrit dans une logique explicative qui met en relation les conditions d'accès au microcrédit, les caractéristiques des opérateurs du secteur informel et la performance des activités exercées. Elle repose sur l'idée que l'accès au financement ne dépend pas uniquement de l'existence d'une offre de crédit, mais aussi de la capacité des demandeurs à présenter un profil jugé acceptable par les institutions financières. Dans cette perspective, les variables telles que le niveau de revenu, la disponibilité des garanties, la culture bancaire et la confiance institutionnelle constituent des facteurs déterminants de l'accès au microcrédit. Cette orientation permet de relier les observations de terrain aux travaux antérieurs et de justifier l'examen des obstacles financiers rencontrés par les jeunes entrepreneurs du secteur informel (Aryeetey, 2005 ; Kakule, 2013 ; World Bank, 2014).

Le secteur informel constitue une composante structurante des économies africaines, en particulier dans les contextes urbains où il absorbe une part importante de la main-d'œuvre et assure la survie économique de nombreux ménages (United Nations Development Programme, 2025 ; World Bank, 2014). En République démocratique du Congo, cette réalité est particulièrement visible dans des villes comme Kisangani, où de nombreux jeunes investissent de petites activités de services et de commerce pour se créer un revenu et stabiliser leur situation sociale (Fonds monétaire international, 2015 ; Lioto, 2021 ; Makabu et al., 2007 ; Nkongolo, 2020). Parmi ces activités, les shops M-Pesa, Airtel Money et Orange Money occupent une place croissante, en tant qu'unités de transaction financière de proximité insérées dans le tissu urbain.

Le microcrédit désigne des prêts de faible montant accordés à des personnes exclues du système bancaire classique, en vue de soutenir des activités génératrices de revenus (Aryeetey, 2005 ; World Bank, 2000). Dans le cadre de cette étude, il est mobilisé comme une variable centrale susceptible de renforcer le fonds de roulement et d'améliorer la stabilité des activités commerciales de petite taille. Toutefois, les opérateurs du secteur informel se heurtent fréquemment à des difficultés d'obtention de crédit auprès des institutions bancaires et, plus largement, des dispositifs formels de financement (Kakule, 2013 ; World Bank, 2014). La littérature montre que les petites unités informelles s'appuient surtout sur l'épargne personnelle, les réseaux familiaux, les amis, les prêteurs privés ou les mécanismes de solidarité, tandis que le recours aux banques demeure faible (Alibu, 2003 ; El Ghmari Oukassi, 2021 ; FinDev Gateway, 2016 ; World Bank, 2000).

Plusieurs facteurs expliquent les difficultés d'accès au crédit. Les travaux disponibles soulignent notamment l'absence de garanties, l'irrégularité des revenus, la faiblesse de la culture bancaire et l'asymétrie d'information entre prêteurs et emprunteurs (Aryeetey, 2005 ; Kakule, 2013 ; World Bank, 2014). Ces éléments justifient le choix des variables explicatives retenues dans cette étude, à savoir le niveau de revenu, la disponibilité des garanties, la culture bancaire et la confiance des institutions financières. En effet, la faiblesse du revenu limite la capacité de remboursement, l'insuffisance des garanties réduit l'éligibilité au crédit, le déficit de culture bancaire freine les démarches financières, et la réticence institutionnelle accroît les obstacles à l'accès au financement.

Par ailleurs, les revues systématiques rappellent que les effets du microcrédit ne sont pas uniformément positifs selon les contextes : certaines personnes améliorent leur activité, tandis que d'autres s'endettent davantage, les effets les plus favorables apparaissant surtout lorsque les emprunteurs disposent de projets viables et de compétences de gestion suffisantes (Department for International Development, 2009 ; Cook et al., 2014). Cette observation conduit à considérer que l'accès au microcrédit ne produit des effets positifs sur la performance des shops que s'il s'accompagne d'un projet structuré et d'une gestion minimale des ressources. Ainsi, le microcrédit ne doit pas être envisagé comme une solution automatique, mais comme un instrument dont l'efficacité dépend des conditions d'accès et de l'environnement économique.

Dans les économies africaines, les contraintes de financement du secteur informel sont régulièrement liées à l'absence de garanties, à l'irrégularité des revenus et à l'asymétrie d'information entre prêteurs et emprunteurs (Aryeetey, 2005 ; World Bank, 2014). Des études récentes sur le financement du secteur informel et les usages du mobile money soulignent que les entrepreneurs informels recourent souvent à l'épargne personnelle, aux réseaux familiaux et aux mécanismes de solidarité, tandis que l'accès aux banques demeure limité (FinDev Gateway, 2016 ; World Bank, 2000). Dans le cas de Kisangani, cette situation implique que l'analyse de l'accès au microcrédit doit être reliée non seulement à la disponibilité du financement, mais aussi à la performance effective des activités exercées par les jeunes opérateurs du secteur informel.

Enfin, la présente étude s'inscrit dans une démarche descriptive et analytique, dans la mesure où elle vise, d'une part, à décrire de façon systématique la situation d'accès au microcrédit chez les tenanciers des shops M-Pesa, Airtel Money et Orange Money à Kisangani, et, d'autre part, à examiner les facteurs qui expliquent les difficultés rencontrées ainsi que leurs conséquences sur le fonctionnement de ces activités (Billups, 2024 ; Creswell & Poth, 2018).

2. Méthodologie

2.1. Approche méthodologique

Cette étude adopte une approche descriptive et analytique, dans la mesure où elle vise, d'une part, à décrire les conditions d'accès au microcrédit chez les jeunes opérant dans le secteur informel à Kisangani et, d'autre part, à examiner les facteurs qui expliquent les difficultés rencontrées ainsi que leurs effets sur la performance des shops M-Pesa, Airtel Money et Orange Money (Creswell & Poth, 2018 ; Billups, 2024). Cette orientation méthodologique est appropriée pour une étude qui cherche à comprendre un phénomène social concret à partir d'observations de terrain et de données déclaratives. Elle permet de relier les conditions de financement aux réalités vécues par les acteurs concernés.

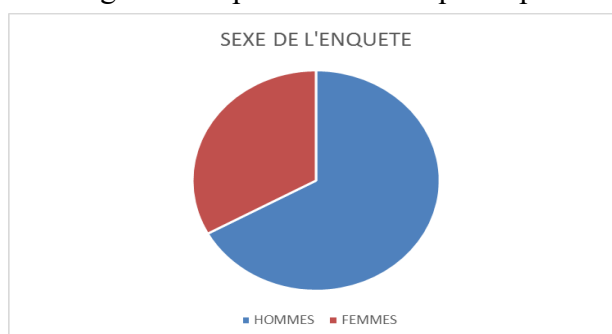
2.2. Population et échantillon de l'étude

La population d'étude est constituée de l'ensemble des tenanciers des shops M-Pesa, Airtel Money et Orange Money de la ville de Kisangani. L'échantillon retenu comprend 40 tenanciers sélectionnés de manière occasionnelle, soit 20 dans la commune de Makiso et 20 dans d'autres communes de Kisangani. Ce choix a été guidé par les contraintes d'accès au terrain et par la disponibilité des enquêtés. Bien que l'échantillon ait été constitué de manière occasionnelle, ce choix reste justifié dans le cadre d'une étude exploratoire visant à mettre en évidence les tendances locales de l'exclusion financière chez les jeunes opérateurs du secteur informel à Kisangani.

Le caractère non probabiliste de l'échantillon limite la généralisation statistique des résultats, mais n'en diminue pas la valeur descriptive pour le contexte étudié

2.2.1. Caractéristiques de l'échantillon

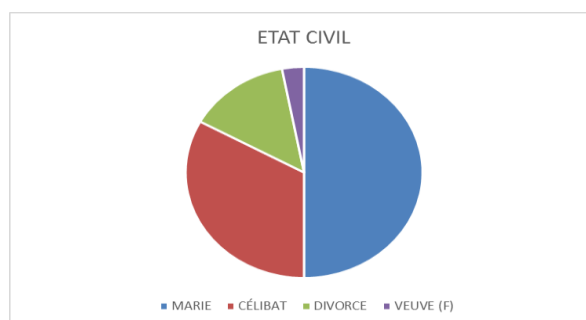
Figure 1. Répartition des enquêtés par sexe



Source : Notre enquête

Cette figure permet de constater que la majorité des enquêtés sont des hommes. Cela est compréhensible dans le sens où actuellement, ce sont plus des hommes qui entreprennent des activités des shops M-pesa, Airtel money et Orange money dans la ville de Kisangani.

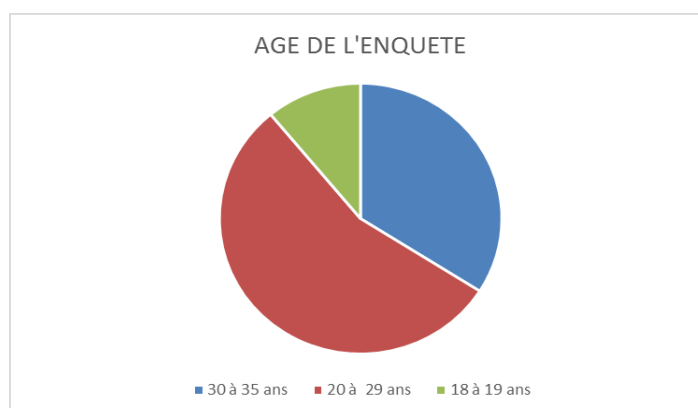
Figure 2. Répartition des enquêtés par âge



Source : Notre enquête

De cette figure, il est établi que la majorité des enquêtés ont l'âge compris entre 20 et 29 ans. C'est donc une tranche d'âge de débrouillardise.

Figure 3. Répartition des enquêtés par état-civil



Source : Notre enquête

Comme on peut le constater, la plus part de personnes qui se donnent aux activités de M-pesa, Airtel Money et Orange Money sont les mariés.

2.3. Techniques de collecte et de traitement des données

La collecte des données a reposé sur trois techniques principales : l'observation directe, la recherche documentaire et l'entretien. L'observation a permis d'appréhender les réalités concrètes du terrain, la documentation a servi à situer l'étude dans le prolongement des travaux antérieurs, et l'entretien a fourni des informations complémentaires sur les obstacles de financement, les pratiques d'épargne et les perceptions des acteurs. L'ensemble de ces techniques a été mobilisé de manière complémentaire afin de renforcer la compréhension du phénomène étudié.

Le traitement des données a été assuré par l'analyse de contenu et la statistique descriptive, afin de dégager les principales tendances et d'interpréter les logiques d'action observées (Creswell & Poth, 2018 ; Billups, 2024). Les résultats ont été organisés sous forme de tableaux de fréquences et de pourcentages, accompagnés de commentaires analytiques. Cette démarche a permis de faire ressortir les causes du non-

accès au crédit bancaire ainsi que les conséquences de cette situation sur le fonctionnement des activités étudiées.

Le choix de cette méthodologie se justifie par l'objectif de comprendre un phénomène social situé, à savoir les difficultés d'accès au microcrédit et leurs effets sur la performance des activités informelles. L'approche descriptive et analytique permet en effet de relier les variables retenues dans la présente étude (niveau de revenu, garanties, culture bancaire et confiance institutionnelle) aux expériences concrètes des enquêtés. Elle est donc cohérente avec la logique de recherche adoptée dans l'introduction et la revue de littérature

3. Résultats

L'enquête a porté sur 40 tenanciers des shops M-Pesa, Airtel Money et Orange Money à Kisangani. Les résultats sont présentés selon deux axes principaux : les causes du nonaccès au crédit bancaire et les conséquences de cette situation sur le fonctionnement des activités. Les données ont été organisées sous forme de tableaux de fréquences et de pourcentages afin de dégager les tendances dominantes observées sur le terrain.

3.1. Causes du non accessibilité au crédit bancaire

Le tableau 1 montre que le manque de confiance envers le projet s'explique surtout par sa faible viabilité économique, citée par 85% des répondants. Le plan de projet jugé vague ou mal structuré suit avec 82,5%, tandis que la mauvaise compréhension du marché cible concerne 72,5% des enquêtés. Le problème de conformité réglementaire et éthique, bien que moins fréquent, reste présent avec 35%.

Tableau 1. Causes de manque de confiance envers le projet

Causes de manque de confiance envers le projet	n	f	%
Banque ne voit pas la viabilité économique : le projet ne présente pas un modèle économique solide.	40	34	85
Marque d'analyse approfondie du marché cible ou une compréhension insuffisante	40	29	72,5
Le plan de projet vague ou mal structuré	40	33	82,5
Problème de la conformité : le projet soulève de préoccupation en matière de conformité réglementaire éthique	40	14	35

Source: notre enquête

Dans l'ensemble, ces résultats indiquent que la confiance des institutions financières dépend avant tout de la solidité économique du projet, de sa clarté et de sa capacité à démontrer une bonne connaissance du marché.

3.2. Conséquences du non accès au crédit bancaire

Le tableau 2 montre que le nonaccès au crédit bancaire affecte fortement le fonctionnement des tenanciers enquêtés. La conséquence la plus fréquente est la perte des soldes au niveau des réseaux de télécommunication, signalée par 35 répondants sur 40, soit 87,5%. Vient ensuite le déficit des clients, mentionné par 31 enquêtés, soit 77,5%, ce qui traduit une baisse de la capacité des shops à répondre correctement à la demande. Le faible taux d'intérêt concerne 25 répondants, soit 62,5%, ce qui montre que l'absence de financement limite les possibilités d'investissement et de croissance. Enfin, le déficit financier auprès des clients aux moments de transfert, de dépôt et de retrait de l'argent est cité par 19 enquêtés, soit 47,5%, révélant une fragilité dans la gestion quotidienne des opérations.

Tableau 2. Conséquences du non accès au crédit bancaire

Conséquences	n	f	%
Pertes des soldes aux niveaux des réseaux de télécommunication	40	35	87,5
Déficit financier auprès des clients aux moments de transfert de dépôt et de retrait de l'argent	40	19	47,5
Déficit des clients	40	31	77,5
Faible taux d'intérêt	40	25	62,5

Source: notre enquête

Dans l'ensemble, ces résultats indiquent que le nonaccès au crédit bancaire fragilise la liquidité, la stabilité et la performance commerciale des shops étudiés.

4. Discussion

Les résultats de cette étude montrent que l'accès au crédit bancaire demeure restreint pour les tenanciers des shops étudiés, principalement en raison de la faiblesse des revenus, du manque de garanties et du profil de risque que les banques associent à ce type d'activité. Ce constat rejoint les analyses qui soulignent que les institutions financières considèrent souvent le secteur informel comme difficile à financer, en raison des coûts de transaction élevés, de la dispersion des clients et de l'absence d'informations fiables sur la solvabilité des emprunteurs (Aryeetey, 2005; World Bank, 2014). Dans ce contexte, les activités de mobile money restent financées par des ressources propres ou relationnelles, plutôt que par des produits bancaires classiques.

Ces résultats confirment également que le microcrédit, lorsqu'il est accessible, n'agit pas automatiquement comme un levier de transformation structurelle. Les synthèses d'évidence menées en Afrique subsaharienne montrent que les impacts du microcrédit sont variables : certains bénéficiaires améliorent leur situation, d'autres s'endettent davantage, et les effets positifs dépendent largement de la

qualité du projet et des capacités de gestion des emprunteurs (Department for International Development, 2009). Dans le cas des tenanciers de shops à Kisangani, le besoin ne concerne donc pas seulement un petit prêt, mais aussi un cadre plus large de sécurisation de l'activité, de consolidation des capacités de gestion et d'amélioration de l'inclusion financière.

L'étude met aussi en évidence la tension entre, d'une part, la logique bancaire centrée sur la rentabilité et la réduction du risque, et, d'autre part, la logique de survie économique propre aux acteurs du secteur informel. Les banques privilégient les clients présentant des garanties, une stabilité de revenu et une capacité claire de remboursement, alors que les jeunes entrepreneurs enquêtés travaillent dans un environnement instable, avec des marges faibles et une forte exposition aux aléas économiques. Dès lors, l'enjeu n'est pas seulement l'octroi de crédit, mais la conception de mécanismes financiers adaptés aux réalités du secteur informel et compatibles avec ses contraintes.

Enfin, les résultats suggèrent que les solutions de financement devraient articuler crédit, accompagnement et souplesse institutionnelle. Les expériences régionales montrent que les entrepreneurs à faible revenu s'appuient largement sur des circuits informels de financement, mais que les dispositifs de micro-finance peuvent jouer un rôle plus pertinent lorsqu'ils sont proches des besoins réels des usagers et insérés dans des réseaux institutionnels plus larges (FinDev Gateway, 2016; World Bank, 2000). Pour Kisangani, cela implique de renforcer les passerelles entre banques, institutions de micro-finance et acteurs du secteur informel, afin de favoriser une inclusion financière plus effective.

Les résultats de cette étude mettent en évidence un décalage structurel entre la logique bancaire formelle et les réalités économiques des jeunes entrepreneurs du secteur informel, dont les activités se caractérisent par de faibles marges, des revenus irréguliers et l'absence de garanties suffisantes.

Ce décalage explique pourquoi l'accès au microcrédit demeure restreint, malgré l'importance économique de ces activités dans la ville de Kisangani.

Cette étude se distingue par le fait qu'elle porte spécifiquement sur les jeunes tenanciers des shops M-Pesa, Airtel Money et Orange Money à Kisangani, une catégorie encore peu documentée dans la littérature locale sur le microcrédit et le financement informel. En combinant l'observation de terrain, l'entretien et la recherche documentaire, elle permet de mieux comprendre comment les contraintes d'accès au microcrédit influencent la performance des boutiques de mobile money dans un contexte urbain congolais.

La présente étude renferme des limites qu'il convient de signaler. L'échantillon retenu est de convenance et relativement restreint, ce qui limite la possibilité de généraliser les résultats à l'ensemble des jeunes du secteur informel de Kisangani. L'enquête repose largement sur des données déclaratives recueillies par entretien, ce qui peut introduire des biais de perception ou de désirabilité sociale.

Conclusion

En conclusion, cette étude a montré que l'accès au microcrédit constitue un enjeu majeur pour les tenanciers des shops M-Pesa, Airtel Money et Orange Money à Kisangani. Elle a permis d'identifier plusieurs obstacles déterminants, notamment la faiblesse des revenus, l'insuffisance des garanties, le déficit de culture bancaire et la méfiance des institutions financières. Elle a également mis en évidence les effets concrets de cette exclusion financière sur le fonctionnement des activités, en particulier la fragilisation du fonds de roulement, la réduction de la capacité de réponse à la clientèle et le ralentissement de la croissance des shops. Enfin, elle apporte une meilleure compréhension des besoins spécifiques des jeunes du secteur informel, en soulignant la nécessité de dispositifs de financement mieux adaptés à leurs réalités.

Sur le plan pratique, l'étude montre que l'amélioration de l'accès au microcrédit suppose des produits financiers souples, un accompagnement financier plus inclusif et un renforcement de l'éducation financière. Sur le plan institutionnel, elle invite les banques et les institutions de microfinance à développer des mécanismes plus proches des contraintes du secteur informel. Sur le plan scientifique, elle contribue à enrichir la réflexion sur le lien entre microcrédit, inclusion financière et performance des jeunes entrepreneurs en milieu urbain congolais.

Bibliographie

- African Development Bank. (2014). Recognizing Africa's informal sector.
- Alibu Y. (2003). Séminaire sur microfinance, Kisangani.
- Aryeetey, E. (2005). Informal finance for private sector development in Sub-Saharan Africa. *ESR Review*, 7(1), Article 3. <https://scholarsarchive.byu.edu/esr/vol7/iss1/3>
- Billups, F. D. (Ed.). (2024). *Qualitative data collection tools: Design, development, and applications*. SAGE Publications
- Cook, C., et al. (2014). Microfinance in the Global South: Examining evidence on social and economic impacts.
- Creswell, J. D., & Poth, C. N. (2018). *Qualitative inquiry and research design: Choosing among five approaches (4th ed.)*. SAGE Publications
- Department for International Development. (2009). What is the impact of microfinance on poor people? A systematic review of evidence from sub-Saharan Africa. <https://www.gov.uk/research-for-development-outputs/what-is-the-impact-of-microfinance-on-poor-people-a-systematic-review-of-evidence>
- EL. Ghmari Imad et Oukassi Mustapha: La microfinance: solution à exclusion bancaire du secteur informel au MAROC, Maroc, ouvrages, édition I,J,A,E,M,A, 2021, P.34
- FinDev Gateway. (2016). The informal sector and microfinance institutions in West Africa. <https://www.findevgateway.org/paper/1996/09/informal-sector-and-microfinance-institutions-west-africa>
- International Monetary Fund. (2015). Democratic Republic of the Congo: Selected issues. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2015/cr15281.pdf>
- INCLUDE. (2019). Developing the informal sector for inclusive growth. <https://includeplatform.net/wp-content/uploads/2019/07/one-pager-informal-sector-INCLUDE.pdf>
- Guérin (). La microfinance et la création d'entreprise par les chômeurs. La situation dans quelques pays européen et en Amérique du Nord, P.26.
- Lioto N., A. (2021). La Microfinance et la lutte contre la pauvreté en R.D.C: Analyse critique, Kinshasa, mémoire en sciences économiques, édition M,L,C,P,A,C
- Loyombo N., M. (2012). Microfinance et le développement économique dans la Province orientale précisément dans la ville de Kisangani, cas de HOPE en R.D.C, Mémoire de licence des sciences économiques et gestions humaines.
- Kakule M., E. (2013). Micro-credit et amélioration de la situation socio-économique de la population du Nord Kivu. Cas du centre des jeunes Don Bosco, mémoire de thèse en économie et développement, Kinshasa

- Makabu M., T., Mba, M., MERCER, S. et Torrelli, C. (2007). Le secteur informel au milieu urbain en R.D.C: performance, insertion, perceptives, document de travail DIAL, Décembre 2007
- Mohamed Moustapha D. (2003). La pauvreté et la source de financement dans le secteur informel Urbain au Bénin, Mimp-Binin, édition août 2003
- Nkongolo M., A. (2020). Formaliser informel en vue du bien être des jeunes et des femmes en Afrique Subsaharienne : Stratégie entrepreneuriat efficace et efficiente en R.D.C, Université officielle de Mbujimayi en R.D.C, Actes de la deuxième conférence internationale sur la francophonie économique.
- Shomba K. S. (2014). Mutation du secteur informel en économie sociale en R.D.C, nécessité et condition de faisabilité, Kinshasa, édition M,E,S, 2014, P.15.
- United Nations Development Programme (2025). *Baseline study of informal economy in the African*. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2025-06/informal_economy-global_report.pdf
- World Bank. (2000). *The informal sector and microfinance. World Bank Regional and Sectoral Studies*. Washington, DC: World Bank.
- World Bank. (2014). Informal firms and financial inclusion: Status and determinants. <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/708a7a5b-fdb7-52b3-a715-20b5413db941>